MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 10 au 16 novembre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance trimestrielle 2

Le graphique de la semaine : 2

En bref 3

Actualités macroéconomiques 3

- Marche du travail 3
- Politique monetaire 3
- Immobilier 4

Actualités commerce et investissement 4

- Commerce 4
- Sanctions 5

Actualités financières 5

- Reglementation financiere 5
- Marches financiers 5
- Fonds de pension 6

Le chiffre de la semaine : la croissance trimestrielle

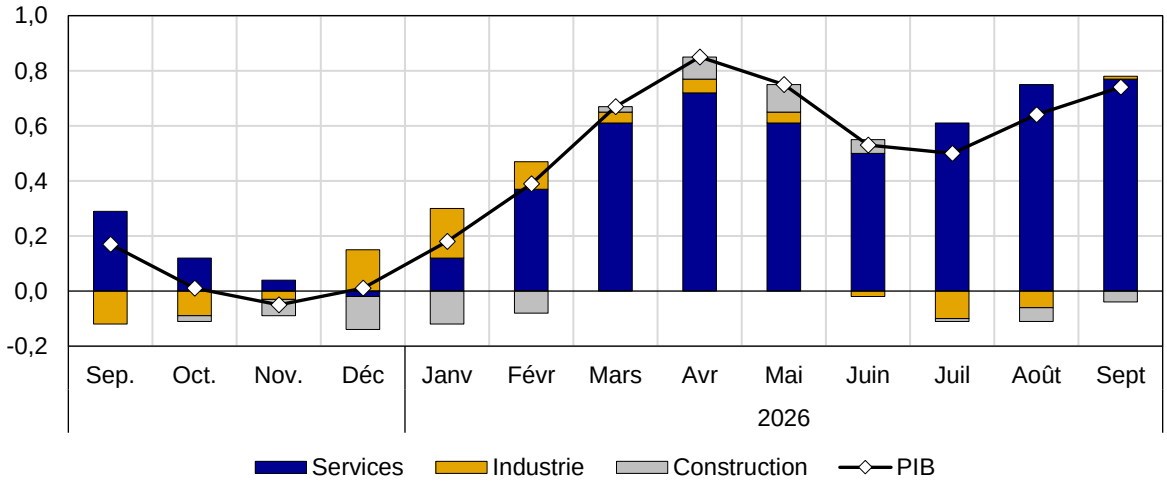
Selon l'ONS, le PIB britannique a augmenté de +0,7 % au troisième trimestre 2026 (juillet à septembre), après +0,5 % au deuxième trimestre (avril à juin). Cette progression repose principalement sur le dynamisme du secteur des services (+0,9 %) ; les contributions positives les plus importantes proviennent des activités administratives (+4,1 %) et celles de l'information et de la communication (+2,1 %). Au sein de cette catégorie, les activités de programmation et de conseil informatiques ont particulièrement contribué à la croissance (+4,4 %), **portées notamment par le développement de l'intelligence artificielle et du *cloud computing***. Elles constituent le principal moteur de la croissance du PIB depuis le début de l'année 2026. Le secteur de l'industrie enregistre une légère progression (+0,1 %) malgré des évolutions contrastées entre ses différentes catégories ; la production manufacturière constitue le seul contributeur positif (+0,9 %), contrairement aux activités extractives (–2,2 %), aux activités liées à l'eau et à la gestion des déchets (–2,1 %) ainsi que la production et la distribution d'électricité et de gaz (–1,5 %). À l'inverse, le secteur de la construction se contracte (–0,7 %), principalement sous l'effet du recul des nouveaux travaux (–1,6 %). Du côté de la demande, la croissance est principalement soutenue par la consommation des ménages (+0,4 point) et la formation brute de capital fixe (+0,3 point) ; le commerce extérieur contribue, en revanche, négativement à l'évolution du PIB (–0,1 point). **En données mensuelles, le PIB a progressé de 0,2 % en septembre, après une stagnation en août (0,0 %), dont la croissance a été révisée à la baisse de 0,1 point.**

LE CHIFFRE À RETENIR

0,7 %

Le graphique de la semaine :

Contributions à la croissance trimestrielle du PIB (en point de pourcentage)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

En bref

- Depuis le 10 novembre, la livre sterling s'est nettement dépréciée face au dollar américain et a atteint 1,319 $ (–1,0 %). En revanche, la livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,198 € (+0,3 %).
- Les rendements des *gilts* britanniques sont repartis nettement à la hausse cette semaine, après plusieurs semaines de repli, dans un contexte de données économiques plus robustes et de ton plus restrictif de la Banque d'Angleterre, qui renforcent les anticipations de hausse des taux directeurs. Au 16 novembre, le *gilt* à 10 ans atteint 5,35 % (+12,3 pdb par rapport à la semaine précédente), celui à 30 ans s'établit à 5,80 % (+13,6 pdb).
- L'Union européenne et le Royaume-Uni ont tenu leur 6ème forum réglementaire financier le 10 novembre à Bruxelles.

Actualités macroéconomiques

Marché du travail

Le deuxième rapport d'Alan Milburn, chargé par le gouvernement de formuler des recommandations pour lutter contre le chômage des jeunes, est attendu ce mardi 17 novembre. Selon le Financial Times, le rapport devrait proposer un allègement de 1 Md£ des cotisations patronales (*National Insurance contributions*). La mesure consisterait à relever de 5 000 £ à 10 000 £ le seuil annuel de rémunération à partir duquel ces cotisations s'appliquent aux salariés âgés de 21 à 24 ans, afin de réduire le coût de l'embauche. Cette proposition répond notamment aux préoccupations des entreprises : selon une enquête de la principale organisation patronale britannique (CBI), 44 % d'entre elles estiment que la hausse des coûts les dissuade de recruter sur des postes débutants. Le rapport devrait également préconiser un ralentissement de la convergence du salaire minimum des moins de 21 ans vers celui des travailleurs plus âgés, une réforme de l'*Apprenticeship Levy* pour développer les formations en apprentissage. L'allègement des cotisations patronales serait toutefois conditionné à la situation des finances publiques et déployé progressivement sur cinq ans, en commençant potentiellement par les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-restauration. Selon une estimation du think-tank Resolution Foundation, cette mesure pourrait coûter environ 1 Md£ par an pour seulement 7 000 emplois supplémentaires créés.

Politique monétaire

Dans un entretien au Financial Times, Huw Pill, chef économiste de la Banque d'Angleterre (BoE), a estimé que de nouvelles hausses de taux directeurs seraient probablement nécessaires en 2027. Il a qualifié la hausse de 25 points de base décidée le 5 novembre, portant le taux directeur à 4 % (voir Brèves n°41), d' « étape importante », tout en jugeant que le resserrement monétaire devait se poursuivre. Il a notamment évoqué le risque d'effets de second tour, par lesquels la hausse des prix de l'énergie se répercuterait sur les salaires et les prix des entreprises. Huw Pill estime que les marchés, qui anticipent un taux directeur proche de 5 % en 2027, ne formulent

pas des anticipations déraisonnables, même si l'ampleur du resserrement dépendra de l'évolution des salaires et des prix. Il a également regretté que la BoE ait tardé à relever ses taux, estimant qu'elle aurait dû agir plus tôt pour mieux anticiper les risques inflationnistes.

Immobilier

Selon l'enquête mensuelle de la Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), les perspectives des professionnels de l'immobilier britannique se sont nettement dégradées en octobre, le pessimisme atteignant son plus haut niveau depuis trois ans. L'indice des anticipations de ventes à douze mois a chuté à –17, contre +1 en septembre, son niveau le plus bas depuis juillet 2023. Celui des anticipations de prix immobiliers a également reculé à –17, contre 0 le mois précédent, un plus bas depuis octobre 2023. Les agents immobiliers signalent par ailleurs une baisse des prix, des demandes d'achat, des ventes conclues et des nouvelles mises en vente. Cette dégradation s'explique notamment par le maintien de taux hypothécaires élevés, qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et la demande.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Comité des affaires européennes de la Chambre des Lords a publié, à une semaine de la tenue du Sommet UE-Royaume-Uni (20 novembre 2026), un rapport consacré à l'alignement dynamique du Royaume-Uni sur le droit de l'Union européenne, estimant que cette évolution constituerait un changement fondamental dans les relations entre les deux parties depuis le Brexit telles que régies par l'Accord de Commerce et de Coopération. Le rapport examine notamment les conséquences de cette approche dans le cadre de trois accords envisagés : un accord sanitaire et phytosanitaire (SPS), un accord sur le couplage des systèmes d'échange de quotas d'émission (ETS) et un accord sur le couplage des marchés de l'électricité. Le Comité souligne que cet alignement impliquerait pour le Royaume-Uni de suivre un volume important de nouvelles législations européennes, y compris leurs évolutions techniques et réglementaires. Il estime que cette évolution nécessitera un renforcement significatif du contrôle parlementaire pouvant aller jusqu'à un droit de blocage sur les règles les plus sensibles, les dispositifs actuels de suivi du droit européen devant être révisés et dotés de moyens supplémentaires. À titre d'exemple, le seul accord SPS pourrait entraîner l'examen d'au moins 780 textes européens par an. Le rapport recommande également au gouvernement britannique de mettre en place un mécanisme interministériel suffisamment doté en ressources pour identifier, évaluer et suivre les évolutions législatives européennes concernées, en associant notamment la Représentation britannique auprès de l'UE à Bruxelles et les gouvernements des nations dévolues. Le Comité rappelle enfin que ces évolutions réglementaires pourraient avoir des conséquences concrètes sur les normes alimentaires, les prix à la consommation, les coûts des entreprises et le budget des ménages.

Dans le cadre de la COP31, le gouvernement britannique a annoncé le renforcement de la coopération internationale en faveur du financement durable des exportations. Le Royaume-Uni, qui préside la *Net-Zero Export Credit Agencies Alliance* (NZECA)

depuis sa création lors de la COP28 en 2023, entend ainsi accompagner les agences de crédit à l'exportation et les banques publiques d'import-export dans leur trajectoire vers la neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans cette perspective, l'agence de crédit export britannique UK Export Finance (UKEF) a signé un protocole d'accord avec *l'Oman Net Zero Centre* afin de soutenir des projets dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, la capture du carbone et la décarbonation industrielle, notamment par le partage d'informations et l'identification de nouveaux projets d'investissement. Par ailleurs, UKEF s'est fixée un objectif de 10 Md£ de financements en faveur de la croissance net-zero d'ici 2029 et a élargi les critères d'éligibilité de sa garantie Export Development Guarantee afin de faciliter le financement de projets britanniques de production de carburants durables pour l'aviation (SAF).

Sanctions

Le gouvernement britannique a annoncé un nouveau paquet de sanctions visant les dix principaux producteurs pétroliers russes. Elles ciblent également des navires de la flotte fantôme utilisés pour transporter des hydrocarbures russes ainsi que des projets pétroliers et gaziers stratégiques. Cette annonce intervient en parallèle du sommet de la Communauté politique européenne (CPE) en Irlande, lors duquel les dirigeants européens ont réaffirmé leur soutien financier et militaire à l'Ukraine et le Royaume-Uni s'est associé à une Déclaration commune sur les principes clés de la sécurité européenne.

Actualités financières

Réglementation financière

La revue indépendante sur l'accès aux services bancaires recommande de créer une obligation légale pour les grandes banques de garantir un accès raisonnable aux services bancaires en personne. Commandée par HM Treasury (HMT) et présidée par Richard Lloyd, la revue estime que la baisse des agences et autres infrastructures physiques génère des préjudices importants et récurrents, notamment pour les personnes vulnérables, les petites entreprises et les communautés mal desservies. Environ 40 % des consommateurs concernés auraient perdu l'accès à un service bancaire local en personne, et près d'un sur cinq n'aurait pas pu réaliser les opérations nécessaires. La revue recommande au gouvernement de légiférer afin de créer une obligation d'accès aux services bancaires pour les banques désignées, tout en étendant le mandat et les pouvoirs de la Financial Conduct Authority (FCA) pour veiller à une provision raisonnable des services essentiels en personne. Les banques pourront répondre à cette nouvelle obligation via leurs agences existantes ou des hubs partagés, à condition que ces dispositifs respectent les normes fixées par la FCA et le Consumer Duty.

Marchés financiers

Selon un rapport de UK Finance et PwC UK, les entreprises financières britanniques doivent faire évoluer leur gouvernance de l'intelligence artificielle (IA) pour l'adapter à une adoption plus rapide et plus large. Le rapport constate que les politiques, principes et responsables exécutifs dédiés à l'IA sont désormais largement répandus. Le défi n'est plus de décider s'il faut gouverner l'IA, mais de rendre cette gouvernance opérationnelle à l'échelle des plateformes, des processus métier, des tiers et des

systèmes d'IA agentique. Le rapport relève aussi que l'IA repose sur des écosystèmes de fournisseurs et de plateformes tiers, dont les risques de dépendance et de concentration restent à la charge de l'entreprise. Le Royaume-Uni ne dispose pas d'un *rulebook* dédié à l'IA : la Financial Conduct Authority (FCA) et la Banque d'Angleterre (BoE) appliquent leurs cadres existants, notamment sur la gouvernance, la protection des consommateurs, la résilience opérationnelle et le risque de modèle. Le rapport recommande aux conseils d'administration d'intégrer les contrôles directement dans les plateformes, de définir des parcours de gouvernance proportionnés au risque, de clarifier les responsabilités entre fonctions métier, technologiques et de contrôle, et de renforcer la gestion des dépendances tierces. Les entreprises les plus avancées traitent la gouvernance responsable de l'IA comme un levier de création de valeur, permettant de déployer plus rapidement des cas d'usage à forte valeur tout en préservant la confiance des clients, régulateurs et investisseurs.

Fonds de pension

La Financial Conduct Authority (FCA) propose d'exclure certains frais de performance du plafond de 0,75% applicable aux fonds par défaut des pensions professionnelles, afin de faciliter l'investissement dans les actifs privés. Le régulateur souhaite aligner le régime des produits régulés par la FCA sur celui des schémas de type *trust-based*, exemptés depuis 2023 par le Department for Work and Pensions (DWP). L'objectif est de permettre aux épargnants d'accéder à des actifs tels que le capital investissement, le capital-risque ou le crédit privé, objectif affiché de l'accord de Mansion House (voir Brèves n°20 en 2025). La FCA précise que cette flexibilité restera facultative et conditionnée à l'intérêt des épargnants : les entreprises devront démontrer que les frais de performance génèrent une valeur additionnelle supérieure à leur coût.

BT, Veolia, M&S, et Home Bargains, quatre grands employeurs britanniques, ont souscrit au nouveau dispositif d'épargne salariale *National Coalition of Workplace Savings*, lancé par le gouvernement britannique en juin 2026. Les membres de la « coalition » s'engagent à proposer à leurs salariés un dispositif d'épargne par prélèvement sur salaire et à les encourager à y participer. 500 000 salariés supplémentaires rejoignent ainsi cette coalition, emboîtant le pas d'autres employeurs comme Suez, Burger King ou Co-op. Les employés qui choisissent d'y adhérer peuvent décider de verser automatiquement une partie de leur salaire qui sera épargnée tout en restant accessible et liquide, sans frais. La coalition a été lancée dans le cadre de la stratégie d'inclusion financière du gouvernement, aidée par la Financial Conduct Authority qui encadre la promotion de ces dispositifs aux salariés des entreprises concernées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr